

L'Europe a progressé, mais peut mieux faire

par *Edouard Pflimlin*

Il est indéniable que l'Union européenne avec la crise du Covid-19 a marqué des points importants et, malgré le choc du Brexit, elle a tenu.

Un gigantesque plan de relance européen de 750 milliards d'euros, une mobilisation sans failles de la BCE qui pourtant était avant enfermée dans les carcans des critères de Maastricht, notamment une dette publique ne dépassant pas 60 % du PIB ! Souplesse de l'Europe, vision de certains dirigeants. Toutefois l'UE souffre de maux.

Comme le titre un éditorial des *Echos* du 27 janvier de Lucie Robequain : « Europe : la course de lenteur ».

« Mais que c'est long ! Alors que les Etats-Unis inondent de dollars les foyers américains, l'Europe a toutes les peines du monde à débloquent les sommes votées au printemps dernier pour sauver son économie. Ces milliards d'euros, voués à soutenir le maximum d'entreprises avant qu'elles ne meurent, sont gelés du fait de nos lourdeurs administratives et de nos attermolements politiques - la chute du gouvernement italien n'en étant que la dernière illustration. Un retard suicidaire quand on sait qu'à Washington, deux tiers des fonds ont déjà été octroyés. Au rythme où vont les choses, les premières aides substantielles de Bruxelles ne devraient pas être versées avant cet été, et les dernières en... 2026.(...) Les Etats-Unis promettent un nouveau plan de relance qui, s'il était voté en l'état, porterait leur soutien global à plus de 30 points de PIB. L'Europe fait deux fois moins. Et chaque mois de retard accentue l'écart entre les deux zones - ce que les économistes appellent l'effet multiplicateur. Alors bien sûr, nous disposons d'amortisseurs sociaux plus puissants, qui justifient partiellement nos différences stratégiques. Mais si l'Europe veut conserver sa place dans le concert des grandes économies, il y a tout lieu de penser qu'elle devra remettre au pot massivement... et vite. »

Le constat est sans appel. Il est vrai. Une fois publié au " Journal officiel " de l'Union européenne, le plan de relance européen mettra toutefois quelques mois supplémentaires à entrer en vigueur. Il faudra d'abord que tous les Parlements nationaux ratifient le mécanisme permettant à la Commission de s'endetter sur les marchés. Il faudra surtout que Bruxelles passe au peigne fin les plans de relance nationaux.

Il est urgent d'agir !

Idem en matière de vaccins.

La solidarité à 27 est-elle au détriment de l'agilité dans la prise de décision en situation d'urgence ? a posé *La Croix* le 5 février 2021, à Ursula von der Leyen. Elle a répondu : « *Seul, un pays peut être un hors-bord, tandis que l'UE ressemble plus à un navire. Avant de conclure un contrat avec un laboratoire pharmaceutique, les 27 États membres avaient cinq jours entiers pour dire s'ils étaient d'accord ou pas. Cela retarde naturellement le processus. En effet, nous devons à chaque instant nous mettre la pression pour que chaque étape du processus de décision soit aussi rapide et efficace que possible.*

Mais je suis absolument convaincue que l'approche européenne est la bonne. Sur ces vaccins,

nous avons travaillé plus vite que d'habitude. Je ne peux même pas imaginer ce que cela aurait signifié pour l'Europe, en termes d'unité, si un ou plusieurs États membres avaient eu accès aux vaccins et pas les autres... D'un point de vue économique aussi, il fallait travailler à 27, car dans le cas contraire, faire redémarrer l'économie aurait été impossible. Nos économies, nos chaînes de production dépendent tellement les unes des autres ! »

Elle résume bien les avancées et les contradictions de l'Europe.

Mais **il faudra bien modifier le processus de décision pour qu'il soit plus réactif** à l'avenir car les crises se répèteront nous préviennent scientifiques – risques pandémiques, crises climatiques – et géopoliticiens : crise migratoires, conflits divers aux marges de l'UE ou plus loin....

Unités armées européennes

Ceci conduit au point important. Comment faire face aux défis militaires et stratégiques de l'Europe ?

Le président Macron s'est prononcé récemment pour l'autonomie stratégique européenne. Très bien !

Mais le rapport de l'Institut Montaigne paru en février sur les armées françaises rappelle aussi la fragilité des effectifs. A titre de comparaison, la Turquie a déployé en 2019 au nord de la Syrie 80.000 hommes et au minimum une vingtaine de drones, soit davantage que l'ensemble des forces de l'armée de terre française (77.000 hommes) et bien davantage que la flotte de drones français.

La France n'a donc pas d'autres choix que de nouer des alliances et de tout faire pour persuader ses partenaires de l'Union d'aller vers une " préférence européenne " dans le numérique, le spatial et la défense. L'Institut Montaigne estime qu'il faudrait coordonner les plans de relance entre Etats membres afin d'éviter d'alimenter des « filières nationales surcapacitaires et redondantes » .

Que faire ?

En matière opérationnel, il faut se coordonner avec nos alliés. Par exemple, la France a un seul porte-avions, qui ne peut donc être à la mer en permanence pour cause de maintenance. **Or l'Italie a des porte-aéronefs, le Cavour et bientôt le Trieste (qui entrera en service en 2022), qui sont adaptés pour embarquer des avions de combat furtifs américains F-35 B. Même peu nombreux, ils peuvent donner corps à une force aéronavale européenne avec les Rafale français du porte-avions Charles de Gaulle.** Coordonnons les pour qu'une « flotte » de porte-avions européens soit en permanence à la mer pour défendre nos intérêts et être présente **là où sont les enjeux européens.** Avec les Anglais également qui ont deux porte-aéronefs, mais qui sont hostiles à l'intégration européenne de défense depuis toujours ? La question reste posée.

Dans le transport militaire européen, l'unité a déjà été réalisée, elle peut l'être dans le naval, le terrestre, etc... Idem pour les programmes communs. Capitalisons sur les progrès : drone MALE européen, avion de combat franco-allemand SCAF, char de combat du futur... et d'autres à inventer.

Défis économiques et sociaux

Ceci dépendra aussi des moyens financiers et budgétaires dont disposera l'Europe.

Or, les pays européens apparaissent comme les parents pauvres de la reprise économique en 2021. Le FMI a revu à la baisse d'un point, à 4,2 %, ses pronostics pour la zone euro cette année. L'Allemagne est créditée de 3,5 % (-0,7 point), la France de 5,5 % (-0,5 point) et l'Italie de 3 % (-2,2 points). La zone euro pâtit d'une faiblesse de l'activité observée fin 2020 qui devrait se poursuivre au début de 2021, dans un contexte de nouveaux confinements.

Cette faiblesse de la reprise, qui fait que l'UE passera plus de temps à retrouver son niveau d'avant-crise, entraînera des difficultés, souligne la COFACE dans ses dernières prévisions de croissance mondiale.

Comme l'indiquent *Les Echos* « *La montée des inégalités et dans certains cas de la précarité, les frustrations croissantes des populations vis-à-vis de leurs autorités et de leur gestion de la crise du coronavirus risquent de déboucher sur des mouvements de protestation et de violence, prévient l'assureur-crédit. Les travailleurs les moins qualifiés, les jeunes et les femmes ont davantage souffert de pertes d'emploi que le reste de la population.*

Les précédentes épidémies du XXIe siècle soulignent que cet accroissement des inégalités de revenus sera durable et favorisera davantage de troubles sociaux. Ces derniers interviennent en moyenne un an après la pandémie. »

Face au risque de désindustrialisation de l'Europe, il faudra réagir. En 2020, 15.000 emplois ont été supprimés dans l'industrie hexagonale, qui a, dans le même temps, perdu 22 usines, selon l'institut Trendeo. C'est une rupture après trois années de créations nettes, mais compte tenu du contexte, les choses auraient pu être pires.

David Cousquer, le dirigeant de Trendeo, affirme dans *Les Echos* du 2 du février que le plan France Relance et le déplafonnement temporaire par Bruxelles des aides directes (passées de 200.000 à 800.000 euros) ont pu inciter les industriels à acheter des machines et relocaliser.

Cela montre que l'Europe a un rôle à jouer dans la relocalisation et la réindustrialisation. Il faut probablement aller beaucoup plus loin et imaginer des programmes de relance industrielle européens liant les industriels des pays voisins.

On peut aussi s'appuyer sur les start-up. En France, la situation est bonne. Pour la première fois en 2020, l'écosystème des start-up tricolores est celui qui a levé le plus de fonds au sein de l'Union européenne. De nouvelles licornes ont émergé et si les tours de table n'ont pas progressé en nombre, ils ont bondi en valeur, démontrant par là même que la French Tech compte plus de jeunes entreprises qui commencent à tenir leurs promesses et qui séduisent des investisseurs prêts à miser plus massivement sur elles.

Il faut créer des start-up de dimension européenne qui pourront, à terme, concurrencer les Alibaba et les Amazon, qui sait ?, au niveau européen, voire mondial.

Un fonds européen des start-up doit naître, la fiscalité européenne doit être adaptée pour les favoriser, la Commission européenne et le Parlement européen doivent se saisir de l'enjeu.

L'enjeu social, prévenir la pauvreté

Mais, on l'a dit, la crise peut amener des problèmes sociaux. Il faut que l'Europe les prévienne. Il faut s'armer face aux menaces de pauvreté massive.

L'UE doit approfondir sa dimension humaine, voire la créer ou la « recréer » (notamment dans l'imaginaire collectif) car elle semble pour beaucoup absente. C'est une dimension conforme à ses valeurs, à son héritage chrétien et humaniste. Elle doit viser les invisibles, les abandonnés, ceux qui ne sont jamais mis en avant, les « oubliés » : personnes âgées, isolées, pauvres, smicards et ceux qui perçoivent les mimima sociaux, très bas revenus, malades, chômeurs pauvres...

Face à ces « oubliés », l'UE doit établir :

- des programmes sociaux et économiques pour les publics délaissés, y compris ceux à la rue ;
- des revenus de compensation pour limiter et compenser, si possible, les écarts de revenus ;
- créer un fort budget social de l'UE pour une politique à destination de nos pauvres (au sens large) et ne pas baisser, comme le souhaite la Commission, le budget du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) alors que 113 millions de pauvres vivent en Europe, dont 8 en France ;
- établir un bilan social complet de l'UE : bilan économique et humain des précarités pour prendre en compte l'ampleur du problème et repérer les priorités d'action ;
- modifier la charte sociale de l'UE pour renforcer son orientation vers les personnes exclues (en annexe, par exemple, une proposition pour compléter l'article 30 de la charte).

Ainsi, en visant les invisibles, ceux qui ne sont pas « utiles » politiquement mais qui sont nombreux, l'UE retrouverait une dignité et surtout une légitimité qu'elle a largement perdue dans la population européenne. Elle attirerait à nouveau à elle ceux qui se sentaient oubliés. Cela pourrait favoriser un regain d'intérêt politique dans l'UE et la participation aux élections et aux processus démocratiques européens. Alors que l'écologie est de plus en plus au centre des préoccupations, il ne faut pas pour autant oublier la dimension sociale de l'UE.

L'UE doit donc changer de dimension, elle doit devenir HUMAINE.

Edouard Pflimlin

Journaliste, chercheur en relations internationales